



COMMUNIQUE DE PRESSE

Un ministre en vadrouille : Les vacances de M. DUSSOPT

Olivier DUSSOPT, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, et accessoirement ancien député-maire d'Annonay, est venu faire une visite officielle dans la Drôme ce jour pour un « *temps d'échange sur la loi de transformation de la fonction publique avec 100 à 150 agents de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale dans le grand salon de la Préfecture* ».

Lundi 9 décembre 2019, nous avons déposé dans les règles une déclaration de manifestation intersyndicale devant la Préfecture entre 12h et 14h. Cette demande a été acceptée par les services préfectoraux le mardi 10 décembre au matin.

Ce n'est qu'hier (jeudi 12 décembre) que l'organisateur s'est vu notifier dans les locaux du Commissariat de Police de Valence à 23h30, l'arrêté d'interdiction de manifester aux abords de la Préfecture entre 11h et 16h.

Cette défiance – nouvelle – à l'égard des syndicats locaux, fait écho à la coupure de l'autoroute A7 au prétexte de la manifestation du mardi 10 décembre 2019. En effet, cette décision, comme celle d'aujourd'hui, a engendré un désordre que les représentants de l'Etat voudraient peut-être imputer aux syndicats pour décrédibiliser le mouvement social actuel.

Comment peut-on proclamer que l'on souhaite rencontrer les agents de la Fonction Publique (sauf l'Hospitalière d'ailleurs...) et **en même temps** empêcher ceux-ci de porter leurs revendications légitimes.

Car sur le fond, le ministre Dussopt est l'architecte de la destruction du service public inscrite dans sa loi scélérate du 6 août 2019.

En effet, comment ose t-il parler d'échanges alors qu'il est resté sourd pendant les 6 mois de pseudo-concertation menés au pas de charge contre la totalité des syndicats représentatifs dans la Fonction Publique.

Les agent.es de la Fonction Publique ne s'y sont d'ailleurs pas trompé, puisqu'à peine 50 agents ont répondu à son invitation, certainement dans l'espoir -vain- de témoigner de leur mal-être consécutif à la casse de leur service public dont une grande partie va être transféré aux intérêts privés !

La loi Dussopt c'est :

- La fin du statut de fonctionnaire qui garantissait la continuité du service public dans le temps et sur tout le territoire, un traitement égal et impartial pour tous, dernier rempart face à

l'arbitraire, aujourd'hui menacé, et à travers lui la façon de rendre ce service aux usagers, à vous, à nous tous.

- La privatisation des missions de service public,
- La généralisation de la contractualisation, et donc de la précarité,
- La rémunération individualisée au « mérite » arc-boutée sur des objectifs quantitatifs toujours plus grands via des « managers publics » touchant la prime à la casse de nos services.

Cette "invitation" sonne ainsi comme une véritable provocation dans le contexte actuel !

Car, ne nous y trompons pas, la réforme des retraites, comme la loi Dussopt qui a entériné la casse du service public relève de la même logique : il s'agit de livrer *in fine* notre bien commun à la finance.

En effet, les liens entre le monde de l'assurance et Delevoye, et entre le fonds américain BlackRock, premier gestionnaire d'actifs mondial, spécialisé dans l'épargne retraites et l'Elysée sont désormais apparus au grand jour. Quant aux missions de service public, elles sont bradées au privé par des hauts fonctionnaires qui font des allers retours entre les cabinets de conseil privés et leurs fonctions au service de l'Etat. Ceux qui vendent la prestation de conseil et ceux qui l'achètent se confondent, ont été collègues, ont suivi les mêmes formations dans les mêmes écoles...

Comment alors ne pas se poser la question du conflit d'intérêts entre le conseil à la puissance publique et le conseil aux entreprises se positionnant sur les missions abandonnées par l'Etat ou les marchés libéralisés ?

C'est pourquoi plus que jamais l'intersyndicale de la Drôme CGT, FO, FSU, Solidaires réaffirme son opposition totale aux projets de destruction du système solidaire de nos retraites. Elle appelle les travailleur.se.s du Public et Privé, les chômeur.se.s, les retraité.e.s et les jeunes à amplifier la mobilisation et leur donne rendez-vous dans la rue, en grève et en manifestation le mardi 17 décembre et jusqu'à l'abandon de la réforme.